

LES HABITANTS DES QUARTIERS POPULAIRES SERONT LES PREMIERS À MOURIR DE LA CRISE CLIMATIQUE



"Une transition écologique juste ne pourra se penser sans s'attaquer directement à la question des inégalités territoriales et sociales", voilà ce que déclarait le Maire de **La Courneuve** (93) dans son communiqué **"La Courneuve déclare l'état d'urgence climatique et social !"** en décembre 2020. Pollution de l'air, proximité et bruits des autoroutes, déchets toxiques, précarité énergétique, déserts médicaux et nourriture biologique difficile d'accès... Les personnes les plus précaires sont et seront les premières victimes de la crise écologique.

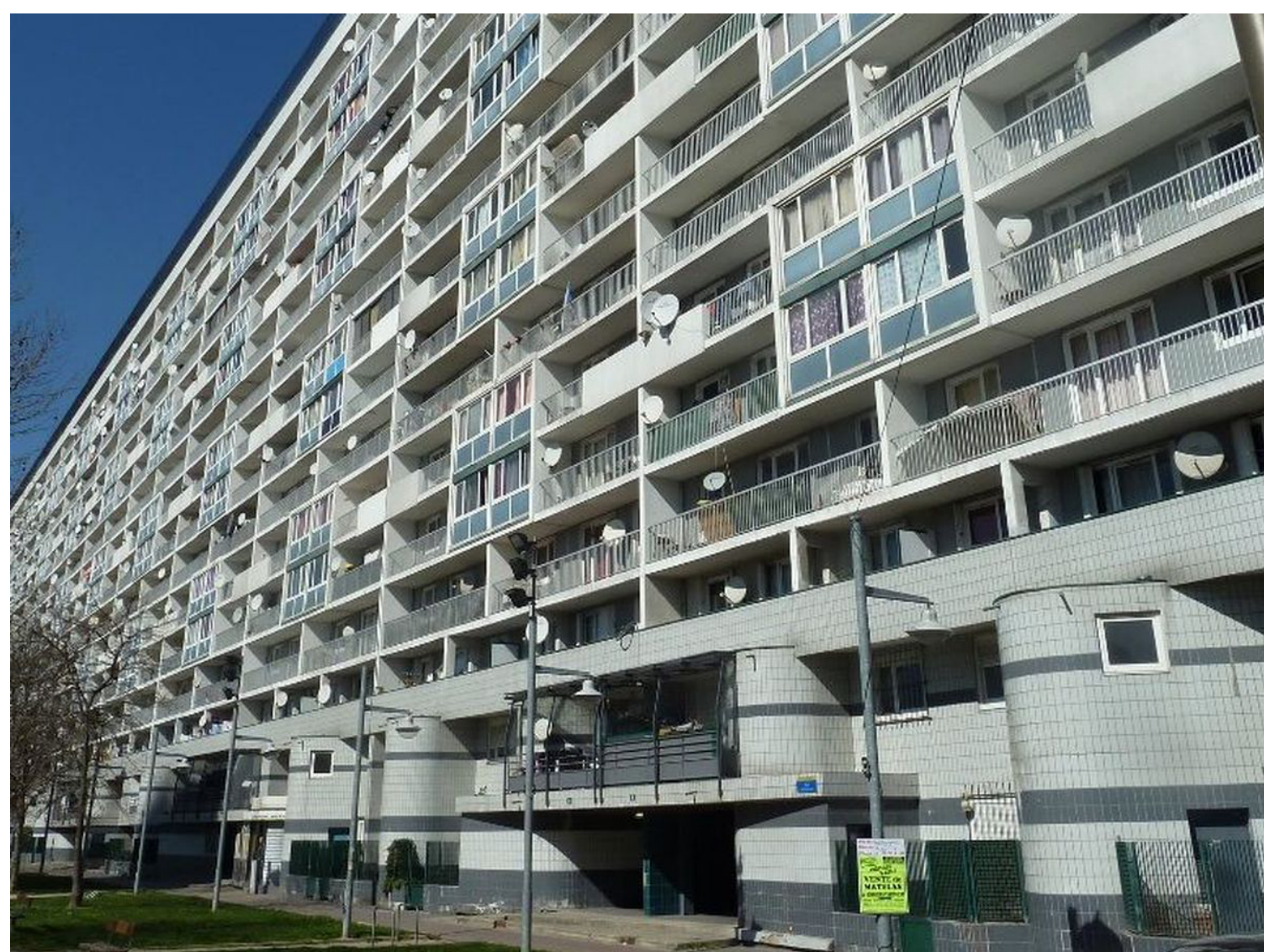
UNE URBANISATION ÉTOUFFANTE

Paris, la capitale, est le vivier de nombreux individus venus exercer leur profession ou par simple envie de vadrouiller dans les rues parisiennes. Boulevards, immeubles haussmanniens, l'urbanisme et son architecture typique plongent les passants dans la ville du romantisme. Pour s'y rendre, train, métro ou voiture pullulent pour transporter le monde vers la capitale. On en oublie presque que la banlieue, la couronne qui l'entoure, se transforme en point de passage incessant. **Là où les classes populaires et les familles grandissent et évoluent dans ces villes alentour, ils deviennent les témoins et les victimes insoupçonnées des passages routiers.**

Gaz, essence et pot d'échappement gangrènent chaque jour l'atmosphère avant de s'inviter dans le corps des habitants. Domiciliées près des routes polluées, les classes populaires sont excentrées de la capitale, devenues financièrement inaccessibles. Le réaménagement des territoires pour loger et offrir les structures inclut de la **bétonisation** de masse. Le sol est étouffé par les nouvelles routes, les arbres et les espaces verts se font rares. Difficile de s'oxygéner d'un air pur et vivifiant pour les populations défavorisées qui sont entourés d'immeubles et de logements.

L'accès à un environnement moins pollué devient vite impossible pour ces populations, se retrouvant enfermées dans un climat néfaste pour leur santé, tandis que les plus aisées, les citadins, peuvent bénéficier d'une échappatoire accordée par un jardin ou un parc.

Un environnement réel qui creuse encore plus les inégalités pour des populations longtemps oubliées et laissées pour compte.

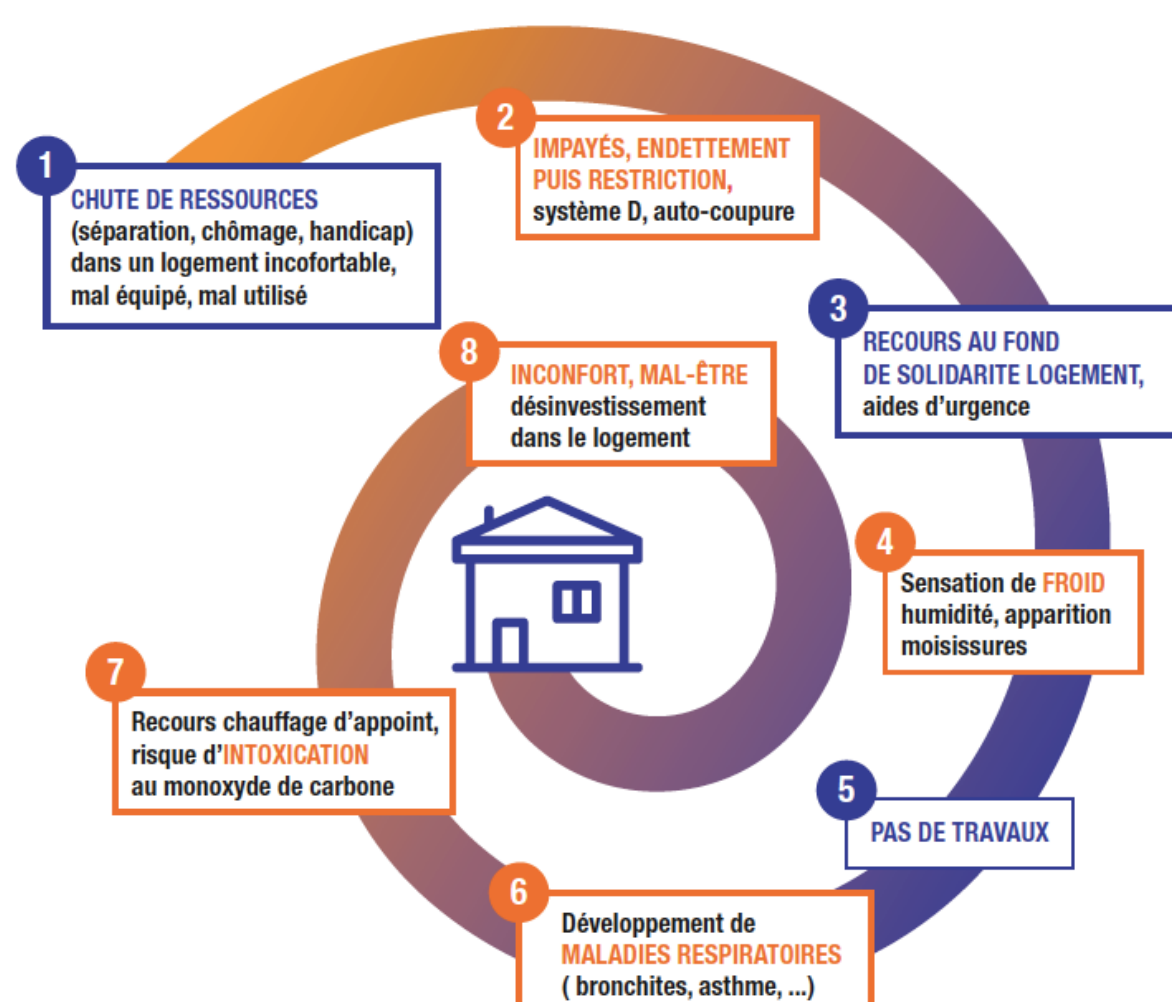


La Courneuve, Seine-Saint-Denis

DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE ET PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE

Le dérèglement climatique accentue et accentuera les inégalités liées à la qualité de vie. La hausse de la précarité énergétique est l'une des conséquences du dérèglement climatique. Caractérisé par des vagues de froid et canicules, il entraîne une "hausse des coûts de l'énergie" et donc un risque accru du nombre de personnes en situation de précarité énergétique, selon le rapport 2020 "Climat d'inégalités", de l'association **Notre affaire à tous**.

La précarité énergétique est déjà subie par **12 millions de personnes** en France. Elle est définie dans la loi comme le fait d'éprouver des "difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires" (loi du 12 juillet 2010). La précarité énergétique et l'obligation d'utiliser de l'énergie supplémentaire sont accrues par les "passoires énergétiques", logements mal isolés. L'Alliance Citoyenne dénonce ces mauvaises isolations dans les HLM du bailleur social OPAC38 dans le quartier Renaudie de la commune le Franc-Moisin, dans le 93 : "Les fenêtres ne ferment pas" car "elles n'ont pas été changées depuis 30 ans" explique un communiqué de l'association.



DIFFICULTÉ DANS L'ACCÈS À L'EAU RENFORCÉE

Le dérèglement climatique entraîne un accès à l'eau plus difficile. Les effets se sont déjà manifestés : la sécheresse de 2019 a conduit 85 départements à prendre des mesures pour limiter la consommation d'eau douce. Pourtant, en France métropolitaine, **1,4 million de personnes ne bénéficient pas d'un accès à l'eau en toute sécurité.**



En France métropolitaine,
**1,4 million
de personnes**
n'ont pas accès à l'eau potable

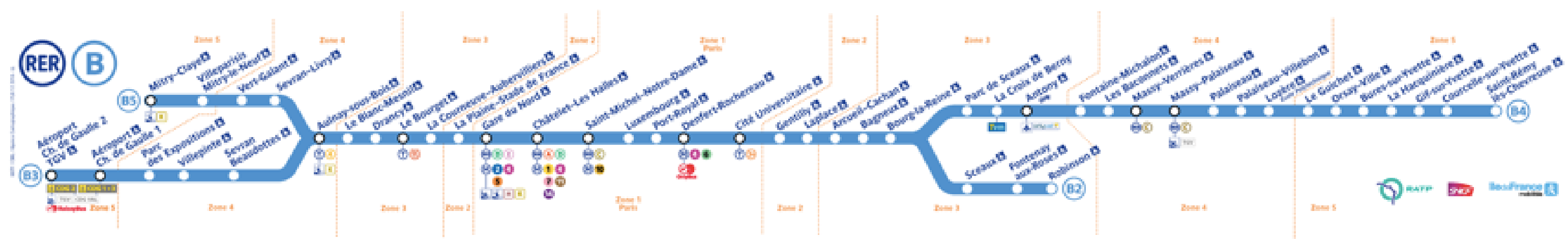
"ON VA MOURIR AVANT TOUT LE MONDE"



Eros Sana, Journaliste

En plus de ne pas avoir un accès égalitaire aux ressources naturelles et vitales : eau, logement de qualité, environnement non pollué... quelles sont les conséquences de ces inégalités ? **Les habitantes et habitants des quartiers populaires seront et sont déjà les premiers à mourir du réchauffement climatique et de la pollution.**

Eros Sana est rédacteur en chef chez Bastamag. Une enfance à Garges-Lès-Gonesse, il est un "vrai produit de banlieue" et a passé la grande partie de sa vie "dans le béton". Il témoigne de l'asthme et des cancers dont souffrent ses voisins de quartier, des plus jeunes aux plus âgés, avant d'affirmer après une longue respiration : *"On va mourir avant tout le monde..."*.



Dans une étude menée sur la ligne du RER B, le géographe et chercheur **Emmanuel Vigneron** s'est intéressé à l'espérance de vie des habitants de cette même ligne. Un RER fréquenté d'une part par la plupart des quartiers populaires de Seine-Saint-Denis : Aulnay-sous-Bois, La Courneuve... et d'autre part par les quartiers les plus riches de Paris : Luxembourg, Port-Royal... Il remarque que les conditions sociales et environnementales influent sur la vie des gens. En effet, le quartier du Luxembourg cumule les **privileges sociaux et environnementaux** ayant un accès direct aux médecins, un pouvoir d'achat important pour se payer une nourriture de qualité, un taux de pollution des sols et de l'air quasi nul etc... De l'autre côté de cette ligne de RER, la réalité est bien différente. A La Courneuve par exemple, leurs habitants ont 30% d'espérance de vie en moins que leurs "voisins" parisiens. Après avoir rapporté cet exemple, Eros insiste : **"Plus on habite loin sur le RER, plus on meurt tôt"**.

Ces conséquences qui alertent les politiques des villes les plus pauvres ne semblent pas avoir le même effet sur leurs habitantes et habitants. Si l'écologie peut sembler être un enjeu majeur et de survie pour bon nombre de la population mondiale, il est en fait un enjeu secondaire pour les habitants des quartiers populaires. C'est assez compliqué pour quelqu'un issu d'un quartier de percevoir la menace climatique qui plane au-dessus de lui. Si l'on voit si peu de représentation des quartiers dans les marches pour le climat, c'est certainement parce qu'ils ont d'autres urgences à régler. **Mohamed Idir**, habitant de Villiers-le-Bel l'analysait pour le Bondy Blog : *"Quand on inflige à la société beaucoup de problèmes, la question de l'écologie devient secondaire, analyse-t-il. Le problème, c'est le capitalisme qui ravage l'humain. On ne peut pas être déconnecté de la réalité socio-économique et de la réalité environnementale. La transition écologique, elle se fait là, le changement climatique passe par là. Pour faire face, le gouvernement et le peuple doivent avancer ensemble"*.

Malgré l'urgence, des chercheurs, des militants et des associations s'engagent à chercher (et trouver) des solutions pour pallier ces inégalités grandissantes. **Teïssir Ghrab** est porte-parole de l'association **Alternatiba**. Originaire de la Goutte d'Or dans le 18ème arrondissement de Paris, elle trouve ses solutions dans l'alliance entre "justice climatique" et "justice sociale". Elle l'affirme haut et fort : "Il ne faut pas attendre que ça vienne d'en haut » en reconnaissant l'urgence "d'allier les luttes". C'est pour cette raison que son association s'est alliée au comité **Justice et Vérité pour Adama Traoré** lors d'une marche en 2019. En construisant un lien de confiance avec **Assa Traoré**, Teïssir a pu constater que le travail autour de la **Génération Climat** et celui de la **Génération Adama** n'étaient en fait qu'un seul et même travail fondé sur un seul principe : "on veut respirer".



Marche pour Adama Traoré, 2019



Marche pour Adama Traoré, 2019

Clémentine Eveno, Julia Burgevin, Mona Sarr